

Ne les laissons pas faire !

La situation est grave

Il y a aujourd'hui 5.083.800 inscrits à Pôle emploi en France métropolitaine, et 3.424.400 sans emploi. Pour celles et ceux qui réussissent à décrocher un contrat de travail, dans 85% des cas, les embauches se font en CDD ! Et compte-tenu des exonérations de cotisations sociales dont bénéficient les employeurs sur les bas salaires, les rémunérations sont particulièrement basses. Chômeurs, précaires et travailleurs pauvres sont aujourd'hui légion ! Comment subvenir aux besoins de tous les jours dans ces conditions ? Le changement de gouvernement marque la volonté de mener la même politique en pire. C'est un nouvel épisode d'une crise très profonde : on ne peut pas sans cesse bafouer l'Etat de droit et gouverner contre les intérêts du peuple ! Le vote de confiance sollicité par le gouvernement auprès de l'Assemblée Nationale le 16 septembre sert à poursuivre sa politique d'austérité et de casse des acquis. La solution ne viendra ni des amis des riches qui ont gouverné jusqu'en 2012, ni des amis des riches qui gouvernent actuellement, ni de ceux qui prétendent gouverner à l'avenir...

GOVERNEMENT ET MEDEF ORGANISENT L'ENRICHISSEMENT DES PRIVILÉGIÉS

Au prétexte de lutter contre le chômage, les cadeaux offerts par le gouvernement au patronat se montent annuellement à 200 milliards d'€, soit 10% du PIB français ! C'est à un véritable détournement d'argent public au profit des entreprises auxquelles on assiste et c'est autant de pour les dépenses publiques utiles à la population. Pendant ce temps, la situation de l'emploi se détériore et les dividendes versés aux actionnaires battent des records : la France est le pays où les dividendes augmentent le plus (+ 30,3%) ! Paris est la ville de toutes les inégalités, où pauvreté et précarité côtoient un étalage de richesses indécents (les millionnaires sont de plus en plus nombreux et de plus en plus fortunés). **Ça ne peut pas durer !**

LES MAUVAIS COUPS

Le pacte de responsabilité consiste à opérer une saignée dans les dépenses publiques. Sur trois ans, ce sont 50 milliards d'€ qui vont manquer pour éduquer, chercher, former, soigner, loger, assurer les transports publics, gérer les ressources naturelles, protéger, rendre la justice, garder les jeunes enfants, se cultiver, pratiquer un sport, organiser des activités périscolaires, pour le versement des pensions, des allocations, des indemnités chômage et des revenus minimums, etc. Quant à la rémunération des agents et cadres de la fonction publique déjà mise à mal par le gel du point d'indice depuis 5 ans, il est à nouveau prévu qu'elle baisse, contribuant ainsi à une consommation anémiée, source de déflation.

L'autre grande affaire de cette deuxième partie du quinquennat, c'est la réforme territoriale. Avec la fin programmée des départements et la mise en place de la métropole du grand Paris en 2016, la démocratie locale va reculer au profit de la gouvernance financière des territoires. Avec le grand Paris, on assiste à une mise en concurrence des territoires. Les habitants et les salariés n'ont rien de bon à attendre de cette réforme.

A cela s'ajoute la remise en cause des conquêtes sociales : 35 heures, repos dominical, âge de départ à la retraite, protection contre les licenciements, droit de se défendre au Conseil des prudhommes, droit d'avoir des délégués du personnel à partir de 11 salariés et un CE à partir de 50 salariés, etc. Concernant le travail du dimanche, le rapport Bailly préconise sa banalisation ; le ministre des Affaires Etrangères, également chargé du tourisme, va dans le même sens. Résolument opposés au travail du dimanche, les salariés des grands magasins se sont mis en grève le 24 juin. La CGT ne va pas laisser remettre en cause cette conquête sociale qui date de 1919 ! Le Conseil de Paris a mis en place une MIE (Mission d'Information et d'Evaluation). Après avoir auditionné notamment Bailly et Fabius, les syndicats seront auditionnés le 18 septembre. L'union départementale CGT de Paris et l'intersyndicale du commerce sont à l'offensive pour défendre le repos dominical !

ON PEUT FAIRE AUTREMENT

La CGT trouve effarant qu'en 2014, avec le progrès des sciences et techniques, avec un PIB supérieur à 2000 milliards d'€, on ne trouve pas les moyens d'assurer une vie convenable et digne à toutes et tous ! L'argent existe, mais il va plus aux rentiers qu'aux salariés ! Nous voulons que chacun-e ait un emploi stable et bien rémunéré, que chacun-e ait un logement correct, que chacun-e ait accès aux droits fondamentaux : santé, éducation, culture, etc.

Pour faire autrement, il faut arrêter de considérer le travail comme un coût : c'est bien par l'activité humaine de production de biens et services que l'on peut répondre aux besoins de toute la population. Tout le discours autour du « coût du travail », ressassé par les soi-disant experts du petit monde du journal télévisé, est mensonger !

CEUX QUI LUTTENT ONT RAISON

L'Union Départementale CGT de Paris se félicite des luttes qui se sont développées depuis quelques mois, et plus particulièrement celles des retraités, des cheminots, des intermittents, des postiers, des salariés des grands magasins, des agents et cadres de la ville de Paris...

On lutte et on gagne, comme par exemple le projet de casse de l'Hôtel-Dieu qui a été retoqué, de même que celui de réorganisation de la distribution du courrier dans le 15ème arrondissement. Soulignons aussi la victoire contre la discrimination syndicale à la RATP. Et enfin, l'obtention de contrats de travail des salarié-e-s du salon de coiffure du 57 boulevard de Strasbourg.

Agissons sans tarder

Le climat revendicatif, ajouté aux provocations du gouvernement et du Medef, ont conduit la CGT et trois autres organisations syndicales à boycotter la conférence « sociale » des 7 et 8 juillet. Nous appelons les salariés, les retraités et les privés d'emploi à agir sans tarder.

Pour l'augmentation des salaires, pour des créations d'emploi, pour l'amélioration des services publics, pour la défense de la sécurité sociale, pour le droit au repos dominical :

L'union départementale CGT de Paris appelle à prendre part à la **grande journée d'action nationale interprofessionnelle du 16 octobre décidée par la CGT !**

L'union départementale CGT de Paris appelle à un :

RASSEMBLEMENT INTERPROFESSIONNEL

le 29 SEPTEMBRE à partir de 10 H

**sur le parvis de l'Hôtel de ville
lors de la prochaine séance du Conseil de Paris !**

**Pour agir concrètement pour la défense de mes droits, pour être informé, intervenir
Je soutiens la CGT, je demande mon adhésion.**

NomPrénom

.....@..... Tél.....

Entreprise

AdresseCode postal

A retourner à l'Union Départementale CGT de Paris 85 rue Charlot 75003 - accueil@cgtparis.fr - www.cgtparis.fr

**Salariés, consommateurs,
usagers des services publics**

Devons-nous payer le prix des dérèglementations horaires ?

En cette rentrée 2014, faire de Paris une « ville qui ne s'arrête jamais », ouverte 24 h/24 et 7 jours sur 7, est devenu une obsession. Création de nouvelles zones touristiques, fermetures tardives des magasins, des bibliothèques, des crèches, suppression du jour de fermetures des musées : de plus en plus de secteurs sont concernés. Ce modèle ultra libéral permettrait, selon le MEDEF et le gouvernement, de libérer la croissance en permettant de consommer tout, quel que soit le jour ou l'heure, au mépris des conditions d'emploi, de rémunération, de travail et de vie des salariés du privé comme du public. Ce modèle est pour le moins douteux.

Clients

Les patrons des grandes entreprises de la distribution sont depuis de nombreuses années à la tête de cette bataille promettant des embauches à la pelle et avançant les chiffres les plus fantaisistes si on leur permet d'ouvrir leur magasin sans limite. Cédant à ce lobbying intensif, les gouvernements successifs ont repris à leur compte leurs arguments : « volontariat » et « majorations salariales ». Mais, si les salariés déjà précarisés du commerce devaient recevoir réellement une rémunération supplémentaire pour travailler le dimanche ou le soir, les entreprises, elles, voudront à tout prix préserver leurs marges, voire les augmenter encore et toujours plus.

Nul doute que le coût de l'ouverture d'un jour supplémentaire ou d'une fermeture tardive finira inévitablement par se retrouver en bas du ticket de caisse.



Visiteurs



Les politiques qui défendent l'ouverture des magasins le dimanche et en nocturne réclament à présent la suppression du jour de fermeture des musées parisiens et proclament déjà leur nécessaire ouverture la nuit, avec les mêmes arguments que pour les commerces : l'afflux massif de touristes dans la capitale (pronostiqué jusqu'à l'horizon 2050 !) et la nécessité de s'aligner sur quelques musées de deux ou trois grandes capitales mondiales qui ouvriraient 7 jours sur 7. Les promoteurs de ce projet en oublient de dire qu'ils n'envisagent pas d'embauches supplémentaires alors que des salles restent déjà fermées faute de personnel suffisant pour assurer la surveillance et que ce jour de fermeture sert à assurer des missions nombreuses et essentielles (transports d'œuvres, sécurité, travaux) impossibles à réaliser en présence du public. Ils omettent aussi volontairement de mentionner que **si les musées parisiens ne fermaient plus un jour par semaine, leurs tarifs augmenteraient très certainement afin de compenser les surcoûts de ce jour d'ouverture supplémentaire, comme cela a été le cas pour les quelques musées étrangers ayant opté pour le « 7 jours sur 7 »**. Et cela modifierait complètement l'organisation, les plannings et les conditions de travail des équipes.

Usagers des services municipaux de la Ville de Paris

La Direction des Ressources Humaines de l'Hôtel de ville planche sur une réduction de trente millions d'euros par an de « charge de personnel » d'ici à la fin de la mandature. Cela correspondrait à plus d'un millier d'agents en moins dans les cinq ans qui viennent. Et pourtant, la Mairie s'est saisie opportunément d'une pétition lancée sur internet réclamant l'ouverture des bibliothèques 7 jours sur 7 et 24 h/24 pour plancher sur un projet d'extension des horaires d'ouvertures. En raison du manque de moyens et du refus de recruter des agents titulaires, il est déjà impossible actuellement aux personnels d'assurer correctement l'ensemble de leurs missions. **Une détérioration supplémentaire des conditions d'accueil des usagers, voire une rupture du service public, sera inévitable en cas de généralisation des ouvertures le dimanche.**



Face à ces attaques concertées, l'Union Départementale CGT Paris et l'Union Syndicale CGT Commerce et services de Paris, dans la dynamique de la campagne contre le travail du dimanche et du travail de nuit, appellent à élargir le mouvement à toutes les professions lors d'une action le :

29 septembre à partir de 10 h sur le parvis de l'Hôtel de Ville, lors de la prochaine séance du Conseil de Paris.
